



NOUVELLES IMAGES d'HAÏTI

Le mensuel du Collectif Haïti de France

EDITORIAL ———— décembre 2016 - n°157

SOMMAIRE

Page 1

L'ARTICLE DU MOIS

***L'engagement citoyen : un
problème pour des jeunes Haïtiens
en France***

Page 3

LES NOUVELLES DE NIH ONT UNE
ENERGIE DURABLE

VU DANS LA PRESSE ET
L'EDITION

L'Hôpital général à moitié paralysé

*Haïti: vers un parlement sans
majorité*

Page 4

L'ACTUALITE DU CHF

Mission de capitalisation en Haïti

Dans le cadre de la semaine de la solidarité internationale au Centre international de culture populaire (CICP), le Collectif Haïti de France a organisé un débat autour du thème : « Engagement citoyen des jeunes Haïtiens et développement ». Une proposition faite par Bettina Désir, jeune volontaire haïtienne en service civique au sein de la structure, qui croit que la notion de *citoyenneté* est importante et s'avère être l'un des moyens de sortie de crise si elle est mieux comprise et nourrie par les jeunes Haïtiens.

L'engagement citoyen fait allusion à la manière dont les citoyens participent dans la vie d'une communauté en vue d'améliorer les conditions pour les autres ou de forger l'avenir de la communauté. La participation citoyenne est un droit fondamental et les jeunes ont un rôle crucial à jouer en matière de changement social, non seulement dans le futur, en tant qu'adultes, mais aussi plus immédiatement en tant que citoyens actifs, en élaborant, mettant en œuvre ou contribuant à des actions individuelles ou collectives. Partant du constat que les jeunes Haïtiens s'identifient de moins en moins en tant que citoyens, comment recréer des collaborations en vue d'un changement ?

L'ARTICLE DU MOIS

L'engagement citoyen : un problème pour des jeunes Haïtiens en France

L'écoute, le partage, l'entraide et la solidarité sont des valeurs qui tendent à s'effriter en Haïti. Les problèmes socio-économiques liés à la crise politique, depuis plusieurs années, ont des conséquences comme le chômage ou pour les plus jeunes la violation de leurs droits fondamentaux tels que le droit à l'éducation. A ces grands maux, les grands remèdes existent partout ailleurs. A la première occasion, ils partent aux États-Unis, en France, en République Dominicaine et, depuis environ six ans, dans plusieurs pays de l'Amérique du Sud comme le Chili. Les jeunes filles, étant les premières concernées par le faible taux d'instruction, se livrent à la prostitution ou soupirent après un

mariage avec un « diaspora »¹ pour se tirer d'affaire. Ceux qui se résignent à rester dans ce « maudit » pays sont continuellement en quête d'un emploi qu'ils ne trouveront peut-être jamais. Car s'investir solidairement pour la société est une perte de temps. Même les étudiants suffisamment chanceux pour pouvoir fréquenter une université souhaitent, un jour, laisser Haïti dans le but premier de poursuivre les études, ce qui est tout à fait compréhensible. Mais l'engagement de revenir et de se mettre au service du pays fait place à la survie individuelle. La raison est simple et unanimement partagée « Peyi a pa ofri jèn yo anyen ». C'est-à-dire, le pays n'a rien de bon à offrir aux

¹ Haïtiens qui vivent à l'étranger ou qui sont habitués à voyager.

jeunes. Si les jeunes Haïtiens souffrent autant, pensent-ils, c'est en raison du mauvais comportement de leurs dirigeants, leur irresponsabilité. Mais quelle est la leur ? Ne sont-ils pas tout autant qu'eux des acteurs responsables ? Comment raviver le sens civique et promouvoir une citoyenneté active ? Telles ont été les interrogations qui ont introduit le débat dont les objectifs étaient de réfléchir sur les causes du manque d'engagement citoyen de la part des jeunes Haïtiens, d'échanger et enfin de proposer des pistes de solutions qui aboutiraient à des axes d'actions. Beaucoup de jeunes Haïtiens vivant en France étaient présents, ils avaient été contactés par mail, par des amis, ou encore informés sur le site du CHF. Ils ont répondu à l'invitation parce que le sujet les a interpellés ; ils se sentaient concernés d'autant plus qu'il s'agissait d'une convocation faite par une jeune Haïtienne arrivée en France il y a 2 mois.

Quelles seraient les origines principales de la dégradation de l'esprit citoyen chez les jeunes en Haïti ? Le manque d'engagement citoyen des jeunes Haïtiens reflète en premier lieu celui des gouvernants dont les intérêts ne vont pas dans le sens de ceux du pays. Les fonds publics sont souvent détournés au profit de grands projets personnels dissuadant les Haïtiens capables d'investir d'y prendre part. Parallèlement, 70% du budget national vient de l'étranger, ce qui explique la faiblesse de la production locale. Ajouté à cela, les dirigeants instrumentalisent les jeunes à des fins politiques, en situation de crise.

Les lieux et les occasions qui éveillent la conscientisation des jeunes en Haïti sont peu nombreux. Deux des participants citent l'Eglise, les mouvements de jeunes qu'elle suscite comme par exemple les Scouts où l'on apprend à vivre ensemble. Mais tous soulèvent la vraie question : celle de l'éducation et en premier lieu le problème de l'école, ou plutôt l'absence de l'école, l'absence d'une école primaire gratuite pour tous, qui donnerait les connaissances de base communes à tous, et où se transmettrait l'histoire du pays. Il y a certes les écoles congréganistes, ce sont de bonnes écoles mais, privées et payantes, elles sont destinées aux élites auxquelles elles donnent une éducation "importée"; elles n'enseignent pas ce qui est nécessaire à Haïti, à son développement.

Les Haïtiens ne savent plus qui ils sont. Il nous faut une éducation haïtienne pour retrouver la fierté perdue. Nous avons besoin de militants, d'une élite qui ne baisse pas les bras. Nous avons besoin de citoyens dignes et compétents qui s'engagent avec une vraie conscience politique.

Le culturel est aussi à considérer. Les messages de violence véhiculés à travers le *rap kreyol* calqué sur le modèle étasunien, exercent une influence négative sur les jeunes en minant les valeurs attachées à la citoyenneté. Ils se trouvent donc confrontés à une crise

d'identité et ne sont plus fiers du pays.

Il faut donc partir à la recherche de sensation de sécurité politique, économique et psychologique. Les parents contribuent beaucoup à entretenir cette envie de sécurité sous toutes ses formes.



Entre espoir et désillusion

Partir pour une vie meilleure et avoir tout ce qu'Haïti n'avait pas su offrir. Partir vers l'*Eldorado* qui, dans les faits, n'existe pas. Du moins, pas comme dans leur imagination. Tel a été le témoignage des Haïtiens présents à cette rencontre. A leur arrivée en France, ils ont été déçus et ont dû faire face à de nombreuses difficultés auxquelles ils ne s'attendaient pas et ils n'osaient pas tous en parler à leurs familles ou amis. Ça a aussi été le cas pour ceux qui, comme eux, ont migré vers d'autres territoires et y sont quand même restés.

Toutefois, vivre en dehors d'Haïti ne leur enlève pas pour autant leur sentiment de citoyenneté. Ils partagent les valeurs qui s'y attachent avec leurs compatriotes n'ayant jamais vécu en Haïti ou avec leurs propres enfants. De telles rencontres nous semblent absolument nécessaires afin d'encourager les jeunes Haïtiens à échanger sur la situation générale du pays et surtout d'envisager des pistes d'actions. Aucun volontaire n'est de trop dans la construction d'une Haïti meilleure.

Un membre du comité NIH nous fait part de son ressenti : « *Nous étions quelques "visages pâles" à les écouter... et de pâles que nous étions, nous sommes aussi restés muets. Par respect, par besoin d'écouter et d'entendre leurs paroles, leurs discussions, leurs témoignages, leurs questions. Ils cherchaient ensemble les causes de cette fragilité du sens civique, les lieux où il pouvait naître ou renaître, les expériences positives de conscientisation. Nous ne pouvions que les écouter. Quelles questions pouvions-nous leur poser ?*

Comment oser demander à ces hommes et ces femmes dont nous admirions les engagements et respections les choix... à celui qui était en France depuis vingt ans, demander pourquoi il n'était pas reparti en Haïti ?...

...A celui qui était étudiant en France s'il avait l'intention de rentrer en Haïti et quel travail il pensait y trouver ?

Il me vient à l'esprit, en repensant à cette soirée très

forte, très intéressante, nourrie de réflexions pertinentes, éclairées et exigeantes que pas un -mais ils n'étaient pas très nombreux - pas un n'a dit : c'est grâce à une association de solidarité française ou européenne que j'ai vu des progrès de conscientisation se faire en Haïti. A deux reprises ils ont parlé du Plateau Central comme lieu d'éducation sanitaire.

D'autres rencontres vont suivre sur ce thème de la citoyenneté. D'autres exemples viendront sans doute. Nous vous en reparlerons.

A l'heure où les résultats préliminaires de la présidentielle montrent un niveau d'abstention très élevé, le sujet est d'actualité. »

Cela faisait longtemps que la question tournait dans les têtes du CHF : que faire pour toucher les Haïtiens de France ? Voici donc, en action, un début de réponse, par l'organisation d'un débat sur la relation entre engagement citoyens des jeunes Haïtiens et développement. Bien sûr, tout n'a pas été parfait dans cette « première ». Par exemple, beaucoup trop d'interventions portaient dans tous les sens sans être suffisamment régulées. Il faut dire que les ambitions avaient été trop haut placées pour un seul débat. Devait-on s'attendre à des paroles qui ne soient pas très

souvent des retours de vieilles plaintes, redites de vœux pieux ? De toute façon pour arriver à de réelles propositions concrètes, une première étape d'un constat consensuel, bien mené, ayant balayé tout le terrain, s'impose. Indispensable ! Le CHF a donc organisé, le vendredi 16 décembre, un deuxième échange. Dans cette continuité, un cycle de débats sur divers thèmes sera mené au cours de l'année 2017.



Les nouvelles de NIH ont une énergie durable

Le N°86 (Mai 2010) : En Haïti faire l'Université au service d'un nouveau contrat social.

Être professeur à l'Université d'État d'Haïti. Le cas du sociologue Hérold Toussaint

Le professeur Hérold Toussaint, critique le déficit de créativité et de culture scientifique en Haïti. Conscient de la misère à la fois matérielle, académique, morale et civique dont souffrent les universités haïtiennes, notamment l'Université d'Haïti (UEH). Il propose des actions concrètes en vue de permettre à l'Université de jouer pleinement son rôle en Haïti.

Le professeur Hérold Toussaint est pleinement conscient du mauvais traitement subi par le corps professoral dans les universités haïtiennes, notamment à l'Université d'État d'Haïti (UEH). Il l'avoue lui-même à la page 113 de son dernier ouvrage, *Le courage*

d'habiter Haïti au 21^e siècle. La vocation de l'universitaire citoyen : « Nous savons nous plaindre du salaire dérisoire que reçoivent les professeurs de nos différentes universités ». Cette situation, dont il souffre lui aussi, n'affecte pas son engagement à accompagner les étudiants dans leur quête de réussite. « Nous savons nous réjouir de notre travail auprès des étudiants, confie-t-il. Nous avons vu la plupart d'entre eux grandir intellectuellement. C'est une manière pour nous de valoriser ce métier qui donne sens à notre existence sur ce coin de terre que nous appelons Haïti. »

Le N°125 (Janvier 2014) : GARR/CHF, partenaires dans l'accompagnement des migrants

Le GARR distingué par la Commission Nationale Consultative des Droits de l'Homme

Le Groupe d'Appui aux Rapatriés et Réfugiés (GARR) fait partie des 5 lauréats de la 29^{ème} édition du Prix des droits de l'homme de la République française « Liberté – Egalité – Fraternité » de l'année 2016. Octroyé par la CNCDH, ce prix a pour vocation de distinguer des actions de terrain et des projets portant sur la protection et la promotion effectives des droits de l'homme, dans l'esprit de la Déclaration universelle des droits de l'homme, et de la Conférence mondiale sur les droits de l'homme, sans distinction de nationalité ou de frontière.

Pour l'édition de 2016, deux thèmes étaient à l'honneur : Défense et protection des personnes migrantes (thème 1) et représentation et défense des droits des personnes handicapées (thème 2). Plus de 180 dossiers ont été soumis par des acteurs de la société civile, acteurs de la promotion et de la protection des droits de l'homme sur les 5 continents. Le GARR et 4 autres associations provenant du Mexique, de l'Afrique du Sud, du Burkina Faso et de l'Inde ont été proclamés lauréats par le jury formé en la circonstance.

VU DANS LA PRESSE ET L'ÉDITION

Le National - 13/12/2016 - L'Hôpital général à moitié paralysé

La grève de la Fédération Nationale des Travailleurs de la Santé (FENATRAS) se poursuit au sein des hôpitaux et centres hospitaliers publics du pays. L'appel a été fait uniquement pour le personnel administratif, mais en réalité, notamment au sein de l'hôpital de l'Université d'État d'Haïti (HUEH), il est indéniable que le personnel sanitaire est également en grève. (...)

Ils étaient là, à l'hôpital. En conférence à chaque fois qu'ils remarquaient la présence d'un média. Ils faisaient des allers-retours sur la cour pour signaler à chaque arrivant que l'hôpital est en grève. Les

individus avant de partir n'ont pas raté l'occasion de mettre à nu ce système sanitaire public qui, selon eux, fournit les services pendant seulement un mois, et passe plus de 10 mois en grève durant une année civile. La majorité des services comme, la chirurgie externe, le bloc opératoire, la radiologie, la traumatologie, l'ophtalmologie, sont quasiment fermés. Au niveau d'autres services, comme l'urologie et l'orthopédie, il n'y a pas de nouvelles admissions, mais les médecins, en dépit de tout, rendent visite aux personnes hospitalisées.

L'Express - 05/12/2016 - Haïti: vers un parlement sans majorité

Port-au-Prince - Aucune majorité claire ne se dessine au Parlement en Haïti selon les résultats préliminaires des élections générales du 20 novembre publiés dans la nuit de dimanche à lundi, même si le PHTK (Parti haïtien Tet kale) confirme sa position de force.

Sur les 16 postes de sénateurs en jeu, quatre ont été remportés par des candidats du PHTK et cinq membres du parti sont eux en lice dans les huit circonscriptions où un deuxième tour va être organisé le 29 janvier 2017, selon les résultats préliminaires publiés par le conseil électoral provisoire.

Fondé par l'ancien président Michel Martelly, le PHTK clame aujourd'hui la victoire de son candidat à la présidentielle: Jovenel Moïse a obtenu 55% des

suffrages mais ce résultat est contesté devant les tribunaux électoraux par ses trois principaux concurrents.

Après analyse des contestations et verdict des tribunaux, les résultats définitifs de la présidentielle ne seront publiés que le 29 décembre et le CEP rappelle donc qu'aucun candidat ne peut se déclarer encore vainqueur de l'élection.

Comme pour le scrutin présidentiel, la loi offre à tout candidat au parlement la possibilité de contester les pourcentages officialisés ce dimanche par le CEP.

Au cœur de ces résultats législatifs, l'élection de Guy Philippe à la chambre haute du parlement haïtien ne va pas manquer de susciter des polémiques.

L'ACTUALITE DU COLLECTIF HAÏTI DE FRANCE

Préparation d'une mission de capitalisation en Haïti avec Inès, volontaire en service civique

Le CHF et son réseau s'est lancé, depuis maintenant presque un an, dans une démarche d'amélioration des pratiques des acteurs de la solidarité avec Haïti en encourageant la mutualisation des ressources et l'échange d'informations et d'expériences. Pour envisager toutes les facettes du prisme des expériences vécues lors de la réalisation de projets entre nos associations membres et leurs partenaires en Haïti, le CHF souhaite donner la parole aux Haïtiens. C'est pourquoi Inès Lopes a été accueillie en décembre dernier par l'équipe du CHF. A 23 ans, Inès a validé son master en Lettres Etrangères Appliquées, Analyse de Crise et Action Humanitaire. Elle partira

début janvier pour réaliser une mission de 5 mois en Haïti, auprès de notre partenaire, le Groupe Medialternatif qui apportera son appui technique et son savoir-faire dans le but d'inscrire cette démarche sur le long terme. C'est donc pour apporter un appui à la société civile haïtienne dans le cadre du soutien aux droits humains qu'Inès et le Groupe Medialternatif réaliseront des séquences vidéo sur les projets menés par les partenaires. Elles permettront de passer de l'expérience à la connaissance partageable en étant diffusées sur le centre de ressources du CHF. Le CHF lui souhaite des découvertes enrichissantes !

Nouvelles Images d'Haïti est un bulletin du Collectif Haïti de France - 21 ter, rue Voltaire - 75011 Paris

Comité de rédaction : Michèle BABINET, Stéphanie BARZASI, Edwinn COULANGES, Ghislaine DELEAU,

Geneviève GREVECHE, Reynold HENRYS, Rita JACQUES, Bernard LERAY, Elisabeth MERARD.

Directeur de publication : Paul VERMANDE.

Tél : 01 43 48 31 78 / comiteredaction@collectif-haiti.fr/ www.collectif-haiti.fr